

Objectif Oman

Octobre 2017



Faits saillants

- Oman recule de 5 rangs dans le classement 2018 de la Banque mondiale sur la facilité des affaires
- Le Conseil des Ministres annonce la création à compter de fin décembre de 25 000 emplois
- Le FMI prévoit pour Oman une croissance nulle en 2017 et une dette de plus de 50 % du PIB en 2018
- Départ soudain, présenté officiellement comme une démission, du PDG d'Oman Air
- La raffinerie de Mina Al Fahal en arrêt pour maintenance pendant 45 jours
- Annulation des appels d'offres pour l'attribution de la 3^{ème} licence de téléphonie mobile

CLIMAT DES AFFAIRES

Annnonce de 25 000 nouveaux emplois dans l'administration et le secteur privé à compter de fin décembre

Le Conseil des Ministres a annoncé le 3 octobre son intention de créer 25 000 emplois pour les Omanais à la fois dans l'administration, les grands groupes publics et le secteur privé. La mesure doit prendre effet à partir de fin décembre. Cette déclaration intervient dans un contexte de montée rapide des préoccupations sociales, alors que le taux de chômage des Omanais atteindrait 20 % d'après la Banque mondiale (*cf. infra*). La progression démographique du pays (+3,2 % par an) se traduit chaque année par l'arrivée d'environ 45 000 primo-entrants sur le marché du travail, ce qui supposerait pour le Sultanat d'afficher *a minima* un taux de 5 à 6 % de croissance annuelle moyenne pour absorber ces nouveaux actifs. Or, la croissance sera nulle cette année (*cf. infra* données FMI) et les marges d'actions au plan financier sont très réduites. Depuis janvier, le Sultanat s'est endetté à hauteur de 11,6 Mds USD, la finalité principale étant de couvrir le déficit public. Compte tenu de ces éléments et parce que les dépenses courantes absorbent déjà près des trois-quarts du Budget, l'effort de création d'emploi, annoncé dans un délai très court, devrait reposer largement sur les entreprises. Dans les faits, il est probable d'assister à un resserrement des règles d'omanisation (et un durcissement des contrôles) et des conditions d'octroi et de renouvellement de visas pour les expatriés.

Recul de -5 places pour Oman dans le rapport 2018 de la Banque mondiale sur la facilité des affaires

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur la facilité à faire des affaires, « *Doing Business 2018* », place le Sultanat à la 71^{ème} position sur 190 pays, en repli de 5 rangs par rapport à 2017. Au sein des pays du Golfe, Oman figure en 3^{ème} position derrière les Emirats arabes unis (21^{ème} rang mondial, en progrès de 5 rangs) et le Bahreïn (66^{ème}). Si la Banque mondiale salue dans son rapport les réformes initiées depuis deux ans par les autorités omanaises en particulier en matière de création d'entreprises (+126 places sur ce segment depuis 2016) et de raccordement à l'électricité (+8 rangs, 61^{ème}), elle souligne la dégradation rapide du Sultanat sur plusieurs segments dont l'octroi de permis de construire (-8 places), le transfert de propriété (-19), le commerce transfrontalier (-5), l'exécution des contrats (-7) et le règlement de l'insolvabilité (-4). Les plus mauvais classements d'Oman portent sur la facilité à obtenir un prêt (position stable, 133^{ème} rang mondial) et la protection des investisseurs minoritaires (-6 places, 124^{ème}). La Nouvelle-Zélande reste en tête du classement devant Singapour, la France se positionnant au 31^{ème} rang mondial (-2 places).

Pays CCG	Classement 2018	Classement 2017		
Emirats-arabes-unis	21	26	Global	71
Bahreïn	66	63	Création d'entreprise	31
Oman	71	66	Obtention d'un permis de construire	60
Koweït	96	102	Raccordement à l'électricité	61
Qatar	83	83	Transfert de propriété	54
Arabie Saoudite	92	94	Obtention de prêts	133
			Protection des investisseurs minoritaires	124
			Païement des taxes et impôts	11
			Commerce transfrontalier ✓	72
			Exécution des contrats	67
			Règlement de l'insolvabilité	98

Oman, 62^{ème} sur 137 pays dans le classement 2017-18 sur la compétitivité du Forum économique mondial

Malgré un gain de 4 rangs dans le classement 2017/18 sur la compétitivité publié par le Forum Economique mondial, le Sultanat d'Oman occupe toujours la dernière place des pays du Conseil de Coopération du Golfe, s'établissant à la 62^{ème} place sur 137 pays. Etabli à partir de données portant sur 12 segments d'appréhension de la compétitivité (éducation, gouvernance, cadre macroéconomique, infrastructures, capacité d'innovation, fiscalité etc.), le Sultanat d'Oman a amélioré sa position grâce à de meilleurs résultats en matière éducative et de santé ainsi qu'au maintien de la stabilité des prix. Ce léger redressement par rapport au classement 2016/17 met un terme au recul continu que connaissait le pays depuis 5 ans. Sans surprise, les principaux atouts du pays restent la fiabilité de ses institutions et la qualité des infrastructures notamment routières. En revanche, le Sultanat pâtit toujours de l'insuffisante qualité de la formation de la main d'œuvre et d'un marché du travail trop rigide. Mis en perspective, le Sultanat a très fortement décroché en matière de compétitivité entre 2013 et 2015 en lien avec la chute des prix du pétrole, rappelant ainsi la dépendance très étroite de l'économie omanaise à l'égard du secteur des hydrocarbures. Entre le classement 2013/14 et le dernier rapport 2017/18 du WEF, le pays a ainsi reculé de -29 places. La Suisse conserve son 1^{er} rang dans ce classement 2017/18 dans lequel la France perd une place, s'établissant à la 22^{ème} position.

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

La Banque mondiale s'inquiète du fort taux de chômage des jeunes

Dans son dernier rapport sur la région, *MENA Economic Monitor*, la Banque mondiale s'inquiète du fort niveau de chômage des jeunes Omanais, reprenant le chiffre de 50 % avancé par le Bureau International du Travail (pour un taux de chômage de l'ensemble de la population d'environ 20 %) alors que près de 40 % de la population a moins de 25 ans. Selon la Banque mondiale, les jeunes Omanais restent très majoritairement attirés par la fonction publique, qui offre les niveaux de rémunération les plus élevés et les horaires de travail les moins contraignants. La Banque rappelle que le secteur privé peine à recruter des jeunes Omanais qualifiés et productifs et repose ainsi encore très largement sur les expatriés.

Forte hausse des prix de l'essence en octobre

Les prix de l'essence ont fortement augmenté au 1^{er} octobre atteignant des niveaux jamais égalés. Le prix du diesel s'est établi à 211 baisas, soit 14 % de plus par rapport à octobre 2016 alors que le prix de l'essence M95 a dépassé pour la 1^{ère} fois le seuil des 200 baisas à 205 baisas contre 179 en octobre 2016. Le prix de l'essence ordinaire M91, le carburant le plus utilisé dans le Sultanat, est resté plafonné à 186 baisas (depuis la décision des autorités de mai dernier) contre 169 baisas à la même période l'an passé. La hausse des prix de l'essence est la conséquence de la progression des prix du baril de pétrole - le prix des contrats futurs sur le baril de pétrole omanais de novembre ayant dépassé 55 USD - couplé à l'abandon des subventions sur le carburant en janvier 2016. La hausse du prix de l'essence alimente l'inflation. Celle-ci, soutenue par ailleurs par la hausse des tarifs de l'électricité, pourrait atteindre +3,2 % cette année d'après le FMI.

Vers une croissance nulle pour Oman en 2017 et des déficits et une dette plus élevés qu'attendus (FMI)

A l'occasion des assemblées d'octobre FMI-Banque mondiale, les Services du FMI ont révisé à la baisse leur prévision de croissance pour 2017, de 0,4 % (en avril dernier) à 0,0 % pour cette année, conséquence de la baisse de la production de pétrole, au titre de la participation d'Oman à l'accord de Vienne, et des mesures d'austérité adoptées depuis plus d'un an. En l'absence des effets positifs induits par la crise diplomatique du Golfe, le Sultanat d'Oman aurait sans nul doute été en récession cette année. Pour 2018, le FMI prévoit une reprise de la croissance à 3,7 %, un taux encore trop bas pour répondre efficacement au défi du sous-emploi dans le pays. De manière préoccupante, les Services du FMI ont sensiblement rehaussé leurs prévisions de déficit et de dette publics par rapport à ce qu'elles étaient en avril. Le déficit prévisionnel des comptes publics a ainsi été porté de 10,1 % du PIB à 13 % pour 2017 et de 8,5 % du PIB à 11,4 % du PIB pour 2018. Quant à la dette publique, elle a été portée de 38,5 % du PIB à 44,5 % du PIB à la fin de l'année 2017 et de 41,2 % du PIB à 50,8 % du PIB à la fin de l'année 2018. Pour rappel, celle-ci s'élevait à moins de 5 % du PIB fin 2014. L'accélération de la dette reflète le niveau élevé des dépenses publiques (50 %), le seuil le plus haut comparativement aux autres pays du Golfe dont le niveau de dépenses s'élève en moyenne à 40 %. Ce constat explique la difficulté pour les autorités à réduire le prix d'équilibre budgétaire du Sultanat (83,6 USD d'après les dernières estimations du FMI).

	2016	2017	2018	2019
Croissance du PIB (%)	3,0	0,0	3,7	2,9
Inflation (moyenne annuelle en %)	+1,1	+3,2	+3,2	+3,6
Déficit courant (% du PIB)	-18,6	-14,3	-13,2	-11,2
Prix d'équilibre budgétaire (en USD)	88,9	83,6	76,3	ND
Déficit public (% du PIB)	-21,6	-13,0	-11,5	-9,3
Dette publique (% du PIB)	33,6	44,5	50,8	54,2

Source : FMI – World Economic Outlook, Octobre 2017

INFORMATIONS SECTORIELLES

Aéronautique : départ du PDG d'Oman Air, présenté officiellement comme une démission

Le PDG d'Oman Air, Paul Gregorowitsch a officiellement démissionné le 16 octobre. Ce départ, qui fait suite au départ soudain du PDG de Salam Air en juillet dernier, intervient dans un contexte difficile pour le Sultanat et la compagnie publique. Oman Air enregistre depuis 2008 des pertes que l'Etat n'est désormais plus en mesure de combler. Or, l'année 2017 devrait à nouveau se solder par un déficit important alors que le contexte aérien régional fait face à des problèmes de surcapacité et à concurrence accrue. Ces derniers mois, la pression sur l'intéressé s'était nettement accentuée. Le plan de développement qu'il avait contribué à bâtir était entravé par plusieurs contraintes dont le fait d'afficher un haut niveau d'omanisation (64 %) avec pour effet de voir les salaires représenter le 1^{er} poste de dépenses, l'obligation d'assurer une couverture pleine du territoire, y compris en assurant des rotations déficitaires, ou l'obligation de déployer de nouvelles lignes à des fins parfois politiques comme avec certaines ouvertures de lignes vers la Chine au titre de la bonne relation bilatérale. Il est remplacé temporairement dans ses fonctions par le Vice-Président actuel, Eng. Abdulaziz Al Raisi, qui occupera le poste dans l'attente d'une nouvelle nomination.

Aéronautique : annonce d'un projet de construction d'un nouvel aéroport dans le Musandam

Le Ministère des Transports et des Communications a annoncé un projet de construction d'un nouvel aéroport civil dans le Musandam pouvant accueillir de plus gros avions par rapport aux avions actuels (en ciblant notamment des A320 et B737). Outre la construction d'un nouveau terminal, le projet prévoit la réalisation de deux pistes d'atterrissage à Madha et Dibba. Le cabinet suisse Renardet S.A. & Partner a été chargé des études de faisabilité (pour un montant de 548 000 OMR) qui doivent permettre de sélectionner le meilleur site d'implantation parmi 4 lieux pressentis : Bukha, Lima, Al Harf et Khasab. S'en suivront les études géographiques et l'élaboration du master plan. Les autorités ambitionnent d'accroître le

nombre de touristes dans le Musandam et de renforcer la connectivité avec le reste du pays. A cette fin, à compter du 2 novembre, deux vols supplémentaires de la compagnie *Oman Air* vont être ajoutés aux 7 vols reliant actuellement l'enclave à Mascate. En parallèle à ces annonces, le ministère a fait part de la prochaine publication d'appels d'offre pour le développement du port de Khasab.

Oil & Gas : la raffinerie de Mina-Al-Fahal en opération de maintenance pour 45 jours

D'une capacité de production de 106 000 barils/jour, la raffinerie de Mina-Al-Fahal, gérée par *Orpic (Oman Oil Refineries and Petroleum Industries Co.)*, a été mise à l'arrêt le 3 octobre pour une maintenance de 45 jours. Ce type de maintenance est effectué tous les 4 ans. En parallèle des tests et travaux d'inspections classiques, l'arrêt sera mis à profit pour assurer la connexion de la raffinerie à l'oléoduc reliant Mascate à Sohar conformément au projet *Muscat Sohar Product Pipeline (MSPP)* conduit par *Orpic*. L'objectif du projet *MSPP* (d'un montant global de 320 M USD) consiste à relier les raffineries de Sohar (d'une capacité de 116 000 b/j qui devrait à terme monter à 197 000 b/j) et Mascate, ainsi que les terminaux de stockage associés (dont le terminal d'*Al Jifnain* qui pourra alimenter l'aéroport en fuel d'ici la fin de l'année), de manière à capitaliser sur leur rentabilité respective en limitant le trafic côtier des pétroliers. La mise en service de l'oléoduc, long de 290 km, est prévue pour la fin d'année. A noter que la mise en arrêt de la raffinerie devrait se traduire par une hausse significative des exportations de pétrole et de condensats, à hauteur de 850 000 b/j, un plus haut depuis janvier dernier.

Energie solaire : achèvement de la 1^{ère} serre de la centrale de Miraah développée par PDO et Glasspoint

La première serre de la centrale thermique à énergie solaire de *Miraah*, pilotée par *PDO* et la société américaine *GlassPoint Solar*, a été mise en service début octobre. Attribuée en juillet 2015, à la suite du succès de la centrale-pilote qui produit depuis fin 2012 l'équivalent de 7 MW d'énergie destinée à améliorer l'extraction de pétrole (*Enhanced Oil Recovery, EOR*), la future centrale, qui comptera au total 36 serres, devrait pouvoir générer à terme 1 021 MW d'énergie solaire, ce qui en ferait l'une des unités les plus importantes en termes de capacité de production solaire au plan mondial. Située sur le site pétrolier d'*Amal* au centre du pays, elle vise à limiter le recours au gaz naturel, avec une économie d'environ 155 M m³ par an et une réduction des gaz à effets de serre de 300 000 tonnes par an. Le fond souverain *SGRF* et le groupe *Shell* figurent parmi les principaux actionnaires de *Glasspoint Solar*.

Télécommunications : Omantel monte à 22 % du capital de l'opérateur koweïtien Zain

L'opérateur *Omantel* a acquis 12,1 % des parts de l'opérateur koweïtien *Zain* après accord de plusieurs actionnaires dont *Al Khair National for Stocks and Real estate*, véhicule financier en charge de la fortune de la famille Al Kharafi, la plus riche du Koweït, pour une convention d'achats d'actions de 1,35 Md USD financés par une facilité de crédit couplée à des prêts de long terme. Avec l'acquisition en août de 9,84 % des parts de *Zain* (pour 846 M USD), *Omantel* détiendra 21,9 % du capital, ce qui en fera le 2^{ème} actionnaire du groupe derrière le fond souverain *Kuwait Investment Authority* (24,6 % du capital). Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie « 3.0 » d'*Omantel* visant à diversifier les investissements tout en accroissant l'offre de services numériques. Cet investissement permet à *Omantel* d'accéder à 9 nouveaux marchés totalisant 175 millions de personnes. A noter que *Zain* a enregistré un recul de ses revenus nets de -7 % au 3^{ème} trimestre en partie lié à la dépréciation de -63 % de la livre soudanaise. Préoccupée par les conséquences en matière d'accroissement de la dette sur les comptes de la société, *Moody's* a placé *Omantel* sous revue pour une possible dégradation de sa note actuelle de long terme (Baa2).

Télécommunications : annulation de l'appel d'offres relatif à la 3^{ème} licence de téléphonie mobile

L'Autorité de Régulation des Télécommunications a annulé le 18 octobre le processus d'attribution de la 3^{ème} licence de téléphonie mobile, indiquant privilégier une solution locale via un consortium de fonds en *private equity* qui serait adossé à un opérateur international. Les opérateurs *Zain* (Koweït), *Etisalat* (Emirats-arabes-unis), *Saudi Telecom* (Arabie Saoudite) et *Sudatel* (Soudan) étaient en compétition pour obtenir la licence prévue pour être attribuée à l'origine début septembre. Officiellement, l'annulation des appels d'offre résulte de la volonté des autorités de renforcer les fonds d'investissement locaux. Dans les faits, les autorités, qui espéraient initialement attirer des opérateurs de niveau mondial, dans un objectif de

baisse de prix et de montée en gamme, ont sans doute estimé que les opérateurs ayant répondu au *tender* n'apporteraient pas assez de valeur ajoutée au marché ; leur stratégie étant avant tout fondée sur du *roaming* et non un développement réel en local. L'annulation du processus d'appel d'offres peut finalement faire sens au regard de la forte contraction des profits des deux opérateurs *Omantel* et *Ooredoo Oman* sur les 9 premiers mois de 2017 (respectivement -34,2 % et -38,6 %) et alors que le marché de la téléphonie mobile semble aujourd'hui saturé avec un taux de pénétration de 151 % (soit 6,87 millions d'utilisateurs).

Agroalimentaire : finalisation de la phase initiale du projet de production de viande d'Al Bashayer

Faisant suite à l'achat d'un terrain fin 2016, la phase de conception du projet de ferme de production de viande rouge (vaches, moutons, chèvres) située à Thumrait dans le Dhofar est sur le point d'être finalisée. Ce projet est développé par *Al Bashayer Meat Co.*, *joint-venture* créée entre *Oman Food Investment Co. (OFIC)* et *Oman National Livestock Development Co.* (possédée à 60 % par l'Etat, le reste étant détenu par des agriculteurs locaux). *Al Bashayer Meat Co.* a annoncé la fin des études topographiques ouvrant la voie à la construction de la ferme. D'un montant de 37 M OMR, le projet comprendra un abattoir, une unité de transformation et de stockage ainsi qu'une usine d'emballage. La future ferme devrait produire 55 000 tonnes de viande d'ici à 2019 destinée avant tout à la consommation locale, l'objectif étant de réduire les importations d'environ 25 %. *OFIC* est en charge du développement de plusieurs projets (qui s'inscrivent dans le cadre du programme *Tanfeedh*) destinés à renforcer la sécurité alimentaire du Sultanat, dont une ferme laitière intégrée (*Mazoon Dairy Co.*) et une ferme d'élevage de volaille (*Al Namma Poultry Co.*).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Gilles Bordes et Marine Audras

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>